

Le Sud global existe-t-il ?

Les pays dits du Sud global ont pour point commun la remise en cause des asymétries de pouvoir dans les institutions internationales. Mais sans que leurs intérêts soient toujours convergents.

Une plus grande équité dans la gouvernance mondiale. Cette demande, depuis longtemps restée lettre morte, se fait de plus en plus pressante dans les grandes instances intergouvernementales (Fonds monétaire international, Banque mondiale, Nations unies). A l'ordre du jour du dernier G20 qui s'est tenu fin novembre, l'Afrique du Sud, qui en assure la présidence tournante, avait inscrit « *plus fermement les priorités de développement du continent africain et, plus largement, des pays du Sud* ».

Ces dernières années, la notion de Sud global a pris une ampleur considérable dans le débat public. Loin de renvoyer à une réalité géographique précise, cette expression désigne un ensemble hétérogène de près de 140 pays d'Afrique, d'Amérique latine, du Moyen-Orient, d'Asie ou encore des Caraïbes^[1]. « *C'est un terme politique qui englobe tous les pays occupant une position structurellement plus vulnérable dans l'échiquier mondial*, expose Daniel D. Bradlow, professeur de relations économiques africaines à l'université sud-africaine de Pretoria. *Ils partagent une insatisfaction commune vis-à-vis des structures de pouvoir internationales actuelles et plaident pour une réforme des institutions mondiales afin qu'elles deviennent plus représentatives et démocratiques.* »

EN MIROIR DE LA PUISSANCE DES OCCIDENTAUX

En somme, ce groupe se présente en miroir de la superpuissance des Etats-Unis et de ses alliés occidentaux : le « Nord global ». Il s'appuie sur la montée en puissance de pays comme l'Inde, le Brésil ou l'Afrique du Sud pour affirmer son influence. Certaines organisations internationales, telles que les Brics+, qui ont doublé leur nombre d'adhérents l'année dernière, cherchent d'ailleurs à incarner la voix du Sud global au sein des grandes institutions. Sans toutefois en représenter pleinement la diversité. Le groupe comprend seulement dix membres^[2] et, à l'exception de l'Ethiopie, les Brics+

figurent parmi les quarante plus grandes économies mondiales, excluant de fait les nations les plus pauvres.

La notion géopolitique de « Sud Global » n'est pas nouvelle. Sa première occurrence remonte à 1969. En pleine guerre du Vietnam, l'écrivain et militant américain Carl Oglesby propose de remplacer le terme de « tiers monde », jugé trop condescendant, par celui de « Sud global ». Déjà, l'auteur alerte sur le sort de pays soumis à « *un ordre social intolérable produit par des centaines d'années de domination des Etats-Unis* ».

Il faut attendre plus d'une décennie pour que le terme commence à se répandre, dans une époque marquée par la fin de la guerre froide. « *Les universitaires et diplomates cherchaient alors une formule moins connotée, capable de regrouper les pays autrefois qualifiés de "sous-développés", ou de non-alignés durant la guerre froide, sans reprendre le vocabulaire colonial* », pointe Carlos Lopes, économiste et ancien secrétaire exécutif de la commission économique pour l'Afrique des Nations unies.

NON-ALIGNEMENT

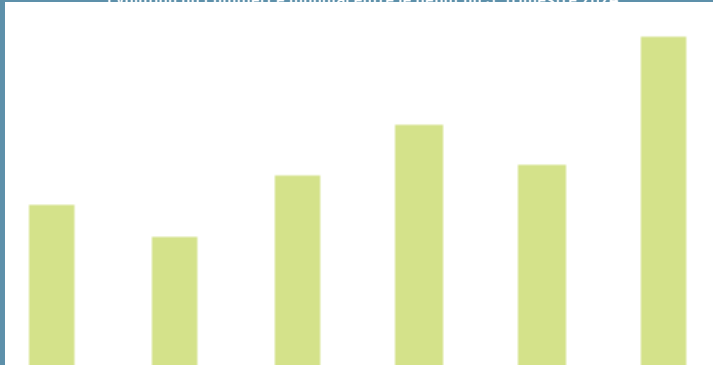
Mais ce n'est qu'à partir de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine en 2022 que le terme sort des cercles onusiens et militants. Alors que l'Occident condamne d'une seule voix l'agression russe, le Sud global prend ses distances, dénonçant un « deux poids, deux mesures ». Des parallèles sont notamment établis avec l'invasion de l'Irak par les Etats-Unis en 2003, sans mandat des Nations unies.

Ainsi, lors de l'Assemblée générale de l'ONU du 2 mars 2022, une quarantaine de pays – dont la Chine, l'Afrique du Sud et 17 autres pays africains – s'abstiennent de voter une résolution qui exige de la Russie qu'elle « *cesse immédiatement de recourir à la force* » en Ukraine. Les observateurs voient dans ce non-alignement sur les positions occidentales un signe d'affirmation du Sud global.

Cette notion demeure néanmoins contestée. « *Peut-on vraiment aligner Singapour, la Bolivie et le Bénin sous un même drapeau ?* »

LES ÉCHANGES SUD-SUD PROGRESSENT

Evolution du commerce mondial entre le début du 3^e trimestre 2024



Sommet des Brics+ au Brésil, le 7 juillet 2025. L'organisation, qui comprend dix Etats membres, cherche à incarner la voix du Sud global au sein des grandes institutions.

© LIU BIN - XINHUA VIA AFP



interroge Carlos Lopes. *Ce grand sac sémantique ne décrit ni un bloc économique ni une cohérence institutionnelle. Les alliances en son sein sont variables, et les intérêts parfois antagonistes.* » Les divergences entre certains voisins illustrent parfaitement cette difficulté à forger une unité réelle au sein du Sud : rivalités sino-indiennes, tensions persistantes entre le Brésil et l'Argentine, entre le Maroc et l'Algérie notamment sur le dossier du Sahara Occidental... Par ailleurs, l'Arabie saoudite continue d'écouler son pétrole auprès des pays du Nord et demeure un allié stratégique majeur pour les Etats-Unis dans la région. A l'inverse, son voisin iranien, lui aussi exportateur d'or noir, est sous sanctions et coupé des marchés occidentaux depuis 2018.

Sur le plan économique, le Sud global reste également traversé par de profondes inégalités : la Chine et l'Inde, respectivement deuxième et sixième plus gros produit intérieur brut (PIB) mondial, y côtoient les pays les plus pauvres du monde (Soudan du Sud, Somalie, Madagascar...).

« *Malgré leurs différences, ces pays font face aux mêmes défis* », rétorque toutefois Aude Darnal, chercheuse associée au think tank New America, situé à Washington. A savoir : une difficulté d'accès aux financements internationaux et, en conséquence, des contraintes pour se développer et s'adapter au changement climatique. Sur ce dernier point, la question de la responsabilité différenciée du réchauffement climatique entre le Nord et le Sud, et donc de la solidarité financière qui devrait en découler, est devenue un sujet central des COP pour le climat.

STRATÉGIE DITE DE « DÉRISQUAGE »

Et ces nations partagent donc un même sentiment : celui d'avoir été laissées à l'écart d'une mondialisation censée profiter à tous, et d'être victimes d'injustices face à un Occident perçu comme peu solidaire envers les économies en difficulté.

Lors des grands chocs mondiaux – crise financière de 2008, pandémie de Covid-19, flambée inflationniste –, les pays du Nord ont ainsi pu mobiliser des ressources massives pour maintenir leurs économies à flot, tandis que le Sud en a subi de plein fouet les conséquences. Voire a subi les effets indésirables de politiques décidées au Nord. Le dollar, par exemple,

s'est apprécié du fait de la politique monétaire de la banque centrale américaine, ce qui a renchéri le coût des importations de nombreux pays du Sud, le billet vert restant la principale monnaie de facturation mondiale.

Malgré ce constat partagé, les pays du Sud global peinent encore à formuler des pistes d'actions communes. « *La seule qui existe sur le plan économique et financier est une tentative de remise en cause de la domination du dollar* », observe Bruno Cabrillac, directeur général de la Fondation pour les études et la recherche sur le développement international (Ferdî).

Une dynamique nouvelle pourrait toutefois émerger en raison de la résurgence de conflits et de crises dans le monde. Dans ce contexte, le Sud global adopte progressivement une stratégie dite de « dérisquage », visant à diversifier ses partenaires et à renforcer la coopération Sud-Sud, constate l'Institut français des relations internationales (Ifri) [3]. Les échanges entre pays du Sud progressent ainsi plus rapidement que les échanges mondiaux, portés par la multiplication d'accords de libre-échange.

Mais détricoter la domination des pays occidentaux sur l'ordre mondial, construite depuis des décennies et gravée dans le marbre, sur le plan économique et financier, par les accords de Bretton Woods à la fin de la Seconde Guerre mondiale, prendra assurément du temps.

■ THÉODORE LAURENT

[1] Il n'existe pas de chiffre officiel, car le Sud global n'est pas un groupe reconnu.

[2] Créé en 2009 par le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine, les Brics sont devenus les Brics+ dès 2011 en intégrant l'Afrique du Sud. Depuis la vague d'élargissement de 2024, qui a vu adhérer en plus l'Iran, l'Égypte, les Emirats arabes unis, l'Indonésie et l'Éthiopie, on parle de Brics+.

[3] « Multi-alignement et de-risking. Les réponses du Sud global à la fragmentation du monde », par Hakim Ben Hammouda, *Notes de l'Ifri*, octobre 2024.

EN SAVOIR PLUS

« De quoi le Sud global est-il le nom ? », par Aude Darnal, *Le Grand Continent*, 19 octobre 2023.

« Le piège du Sud global », par Bruno Tertrais, *Le Grand Continent*, 3 octobre 2023.

« Combien de Brics faut-il ajouter ? », par Yann Mens, *Alternatives Économiques*, 22 août 2023.